



SOLIDARITES TERRITORIALES ET STRATEGIES POUR LA RESILIENCE DU LITTORAL A LA SUBMERSION MARINE



Opération soutenue par l'Etat

FONDS NATIONAL D'AMENAGEMENT
ET DE DEVELOPPEMENT DU TERRITOIRE



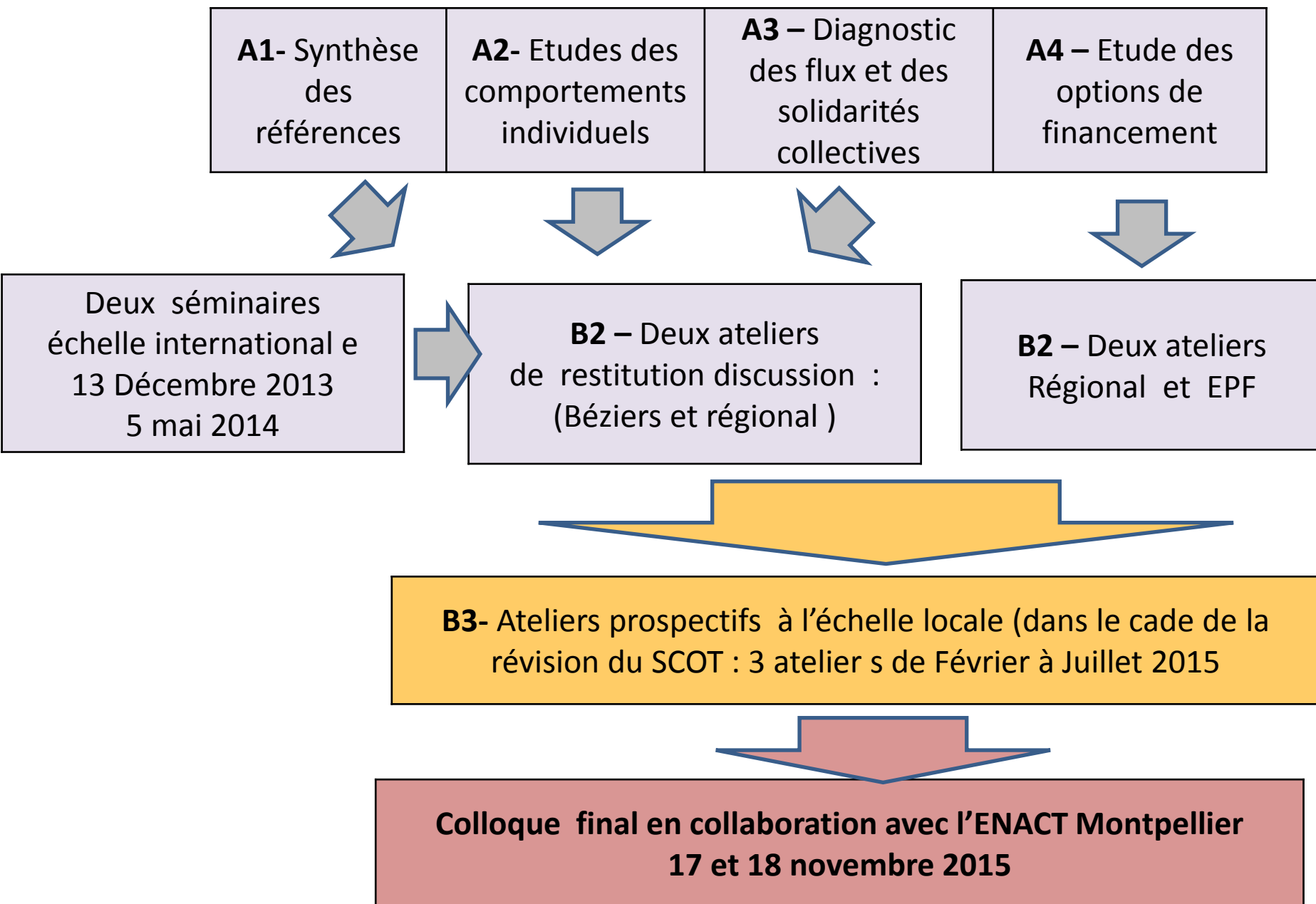
Séminaire Liteau 11 Décembre 2014 Paris



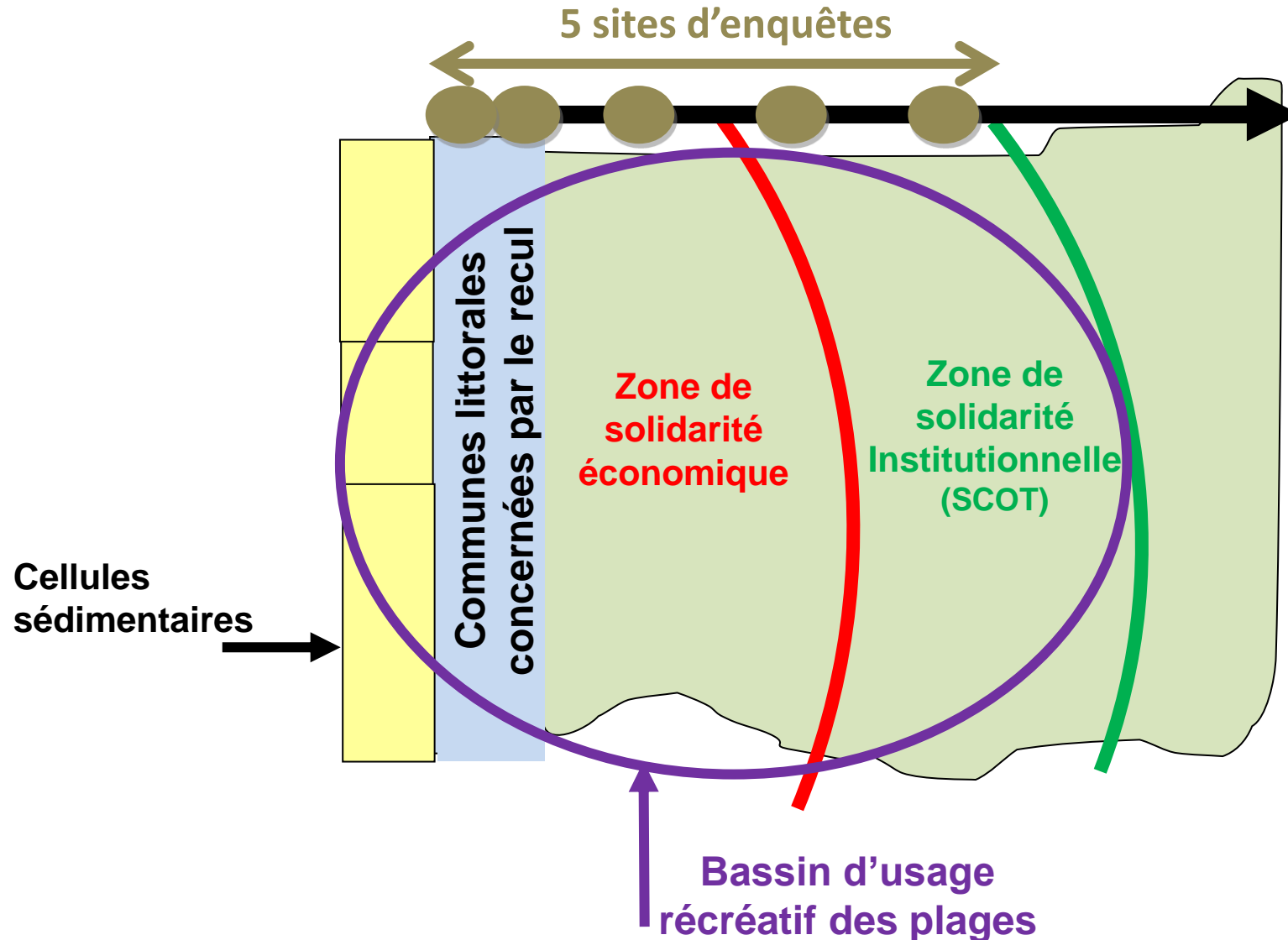
1. RAPPELS INTRODUCTIFS



Structure globale du projet



Hypothèse : les politiques de recul impliquent une solidarité territoriale fonction d'un gradient lié à la distance / littoral



Articulation des solidarités

- **La solidarité des populations (solidarité individuelle ou comportementale)** en fonction du gradient géographique
 - (1) jeu d'économie expérimentale
 - (2) enquête de perception et choice experiment
- **La solidarité des communes (solidarité collective et institutionnelle)**
 - (3) cartographie de quelques indicateurs



2. Solidarité comportementale



Total enquêtes 258

Communes littorales concernées par le recul

Communes arrière pays

1

2

3

4

5

Vendres
(44)



Saint Chinian
(34)



Valras
(78)



Béziers
(65)

Murviel
les Béziers
(37)



Exposés

Non
Exposés

Zone de solidarité
économique

Zone de solidarité
Institutionnelle (SCOT)

36

86

65

71

122

136

Organisation des sessions expérimentales

Permet de passer du déclaratif à une situation la plus proche possible du comportement réel en situation

Jeu de solidarité : Mesure de la propension à la solidarité envers des individus exposés à un risque subi (budget = 10 € et 15 € forfait déplacement)



Résultats du jeu de solidarité

80% des individus contribuent et les individus contribuent à hauteur de 45,25% de leur dotation

Différences selon l'exposition dans le jeu

- Contributions moyenne des individus exposés = 4,98€
- Contribution moyenne des non exposés = 4,07€

Logique
d'assurance

Solidarité pure

Existence d'une zone de solidarité économique décroissante

- Les habitants de Valras/Vendres/Béziers contribuent en moyenne à hauteur de **4,74€**
- Les habitants des communes de St Chinian et Murviel)
=> **3,83€**

Préférences pour les financements solidaires

(Total choix 1 et 2)	Equipements publics	Bien privés
Impôt nationaux	35%	34%
Taxe spécifique à l'adaptation au changement climatique à l'échelle nationale	17%	14%
Sous total solidarité nationale	52%	47%
Impôts régionaux et départementaux	14%	9%
Taxe spécifique à l'adaptation au changement climatique à l'échelle régionale	5%	7%
Sous total solidarité régionale	19%	16%
Augmentation des taxes de séjour	24%	18%
C'est aux individus de s'assurer avec une assurance privée	-	12%
Impôts locaux des communes littorales	5%	7%
Sous total non solidaire	29%	37%

Corrélié avec les non solidaires en économie expérimentale



3. Solidarité collective



Principes de l'analyse des solidarités collectives à l'échelle des communes

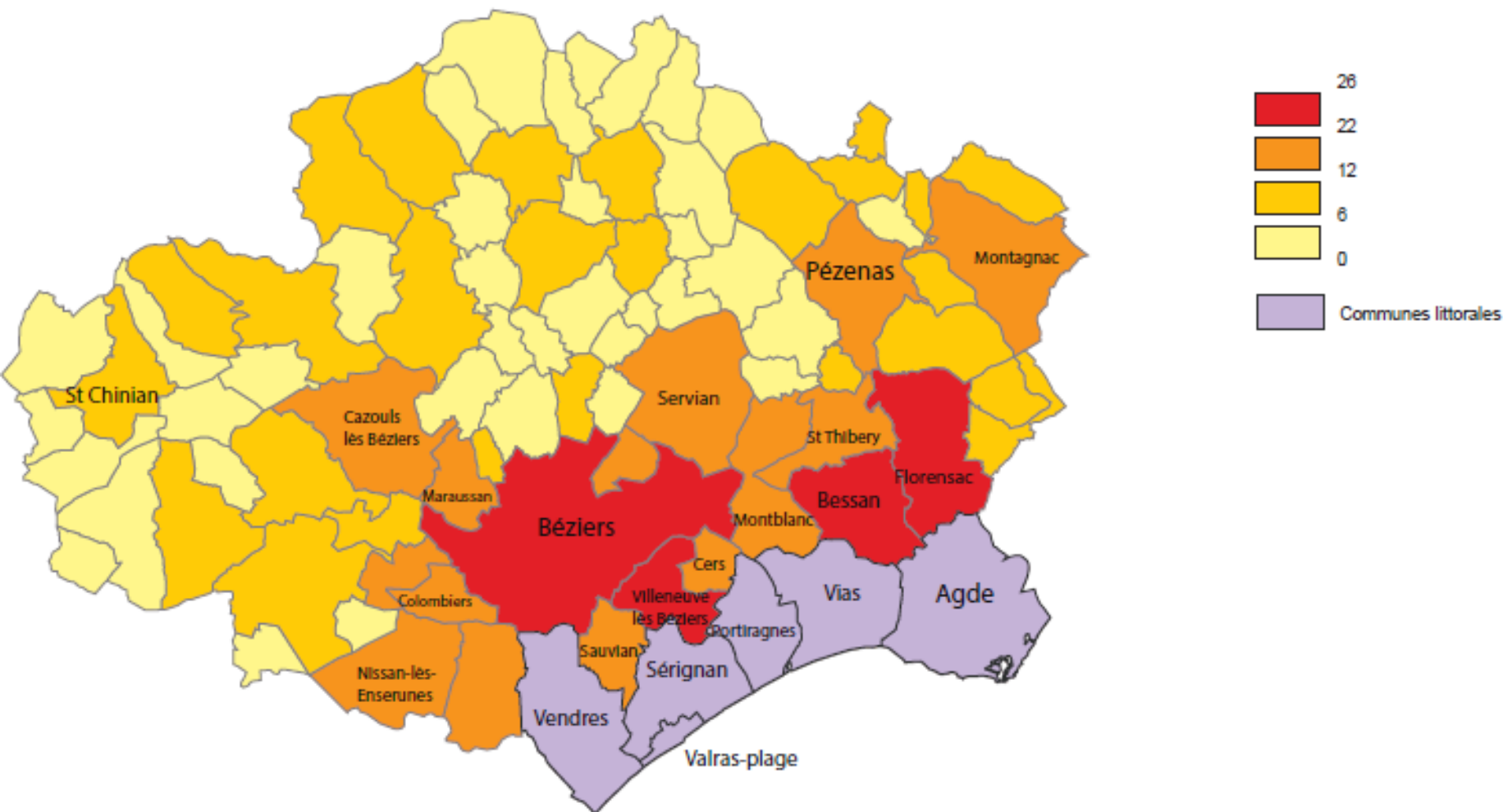
Caractériser les dimensions de la solidarité

Approche sociologique de Durkheim : solidarité mécanique (similitude) et organique (interdépendance) et Economie de la proximité (géographique, organisée et institutionnelle)

- 1) Identifier les indicateurs disponibles
- 2) Construire des cartes par dimension
- 3) Elaborer une carte de synthèse

	Ressemblance	Complémentarité
Solidarité économique	<ul style="list-style-type: none"> • Produit de la taxe d'habitation 2010 • Capacité d'accueil des communes (campings, hôtels, résidences secondaires) 	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre d'équipements communs (sports, loisirs, culture, établissements du 1^{er} et du 2nd degré) • Lien domicile-travail avec le littoral • Indicateur d'emplois en 2009
Solidarité institutionnelle	<ul style="list-style-type: none"> • Potentiel financier par habitant en 2010 • Nombre de résidences secondaires/occasionnelles pour 1000 résidences principales 	<ul style="list-style-type: none"> • Communes appartenant à un périmètre institutionnel identique à une commune littorale (SAGE, EPCI, TRI, SIVOM) • Mise en place d'une fiscalité commune
Solidarité face au risque d'inondation	<ul style="list-style-type: none"> • Taux de logements concernés par le risque d'inondation par cours d'eau 	<ul style="list-style-type: none"> • Appartenance au TRI de Béziers
Solidarité écologique	<ul style="list-style-type: none"> • Partage avec les communes littorales d'espaces naturels à enjeux 	<ul style="list-style-type: none"> • Répartition sur le territoire des trames de milieux naturels (TVB) • Gestion partagée de sites à très forts enjeux : Natura 2000 (Directive Habitats)

Carte de synthèse des ressemblances et complémentarités



4. Modalités innovantes de mise en œuvre et de financement du recul



Une approche co-construite

	Ateliers de discussion		Entretiens individuels juin 2013 - mars 2014	Ateliers de travail		Total	%
	Béziers février 2013	Ault octobre 2013		Paris avril 2014	Montpellier juin 2014		
Collectivités territoriales	16	11	2	1	26	56	40 %
Services de l'État	1	7	5	4	16	33	24 %
Chercheurs et consultants	3	5	2	-	11	21	15 %
Aménageurs et activités	1	4	10	1	2	18	13 %
Associations et divers	-	1	2	1	7	11	8 %
Total	21	28	21	7	62	139	100 %

Programmation de la relocalisation en fonction de la progressivité des risques (t0 = 2015)

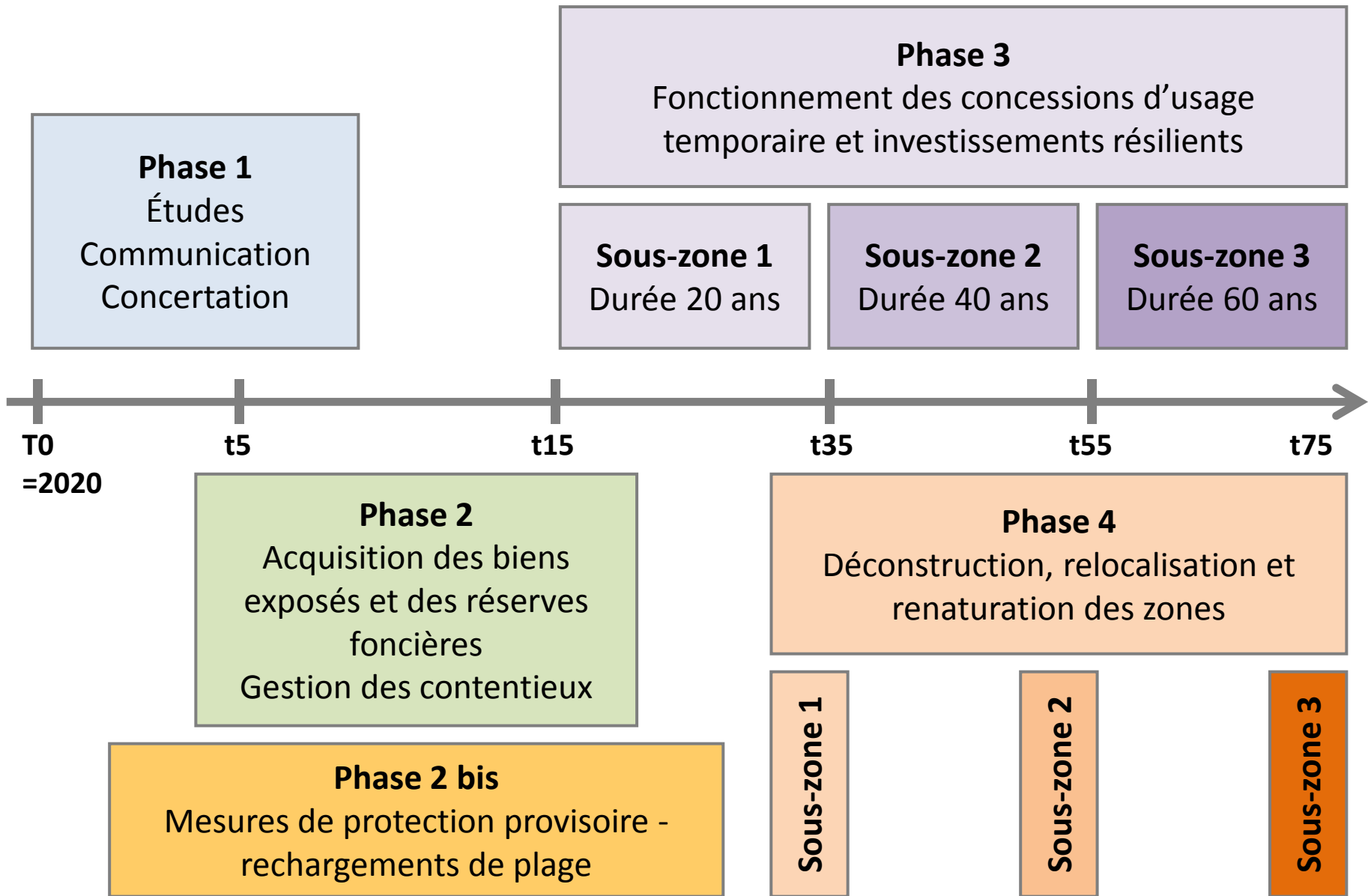
Ensemble du territoire

Enveloppe globale définie à t0 de la zone exposée à l'horizon t = 2100

Sous-zone 3 à relocaliser éventuellement d'ici 70 ans/t0 (entre 2070 et 2090)

Sous-zone 2 à relocaliser d'ici 50 ans/t0 (entre 2050 et 2070)

Sous-zone 1 à relocaliser en priorité (entre 2030 et 2050)



Mécanismes de mise en place d'occupations temporaires

Démembrement de propriété	Concessions d'occupation temporaire (particuliers et promoteurs)
Acquisition de la nue-propriété Usufruit à durée fixe	Délivrance de concessions d'occupation temporaire
Indemnisation d'une partie de la valeur, les propriétaires peuvent occuper les biens gratuitement jusqu'à l'échéance	Les occupants payent une redevance qui contribue au remboursement des frais d'acquisition des biens

Scénario minimum (30 maisons)

- Coût de référence : 22 175 k€ (90% acquisitions)
- Démembrement de propriété : 6 425 k€ (29%)
- AOT avec loyer : 5 786 k€ (26%)

Calcul des coûts pour une commune entière
(500 maisons, 1 500 appartements, 80
commerces)

- Coût de 834 161 k€
dont 48% pour la 3^o ligne qui garantit un niveau
indispensable de recettes